

Penser le monde de l'après-crise.

Notre intention est de nous projeter dans les années qui vont suivre la crise économique, d'imaginer ses répercussions stratégiques. Est-ce qu'on peut imaginer que, après la crise, une fois la confiance financière et la croissance retrouvées, la puissance politique sera répartie de la même manière qu'aujourd'hui ?

François Heisbourg.

La réponse courte, c'est évidemment non.

Cadrons tout de même nos ambitions analytiques. Quelqu'un qui aurait prétendu se projeter dans l'après-crise en 1931 pour en évaluer l'impact géostratégique n'aurait pu que se tromper, parce la crise a duré longtemps, qu'elle a été très profonde et que, par définition, elle accroissait les probabilités déjà importantes de rupture stratégique.

Nous ne savons pas si la crise sera aussi longue et aussi dure que celle des

années 1930, mais on sait déjà qu'elle sera la plus longue et la plus dure depuis les années 1930.

Nous avons pour la première fois depuis soixante-dix ans, une crise qui n'est pas mono-causale, qui est systémique et qui est mondiale.

Nous sommes aujourd'hui dans un de ces grands moments historiques où énormément de choses basculent et, par définition, nous ne savons pas quel sera le

point de repos final des plaques tectoniques qui auront été ainsi bousculées.

Thérèse Delpech.

Dans ses grandes lignes, il n'est pas impossible que la répartition de la puissance politique soit comparable à ce qu'elle est actuellement, même si l'idée contraire est souvent avancée. Il faut se garder de prédire des effets stratégiques majeurs de cette crise, malgré sa dimension mondiale.

Je ne suis pas sûre non plus que la bonne référence soit la crise de 1929, où le produit intérieur brut (PIB) américain avait fondu de 50% en trois ans. Il y avait, en outre, en 1929, des données politiques, stratégiques et militaires qui ont permis à la crise économique de jouer un rôle accélérateur dans la course vers la seconde guerre mondiale. Enfin, de nombreuses incitations à la coopération économique existent aujourd'hui - on a pu le voir avec le G20 - qui n'existaient pas en 1929.

Pour moi, la crise actuelle est plutôt un symptôme parmi d'autres d'un monde en plein bouleversement qu'une cause à proprement parler. Et dans cette crise, ce qui frappe, c'est l'excès, le rôle du virtuel et la religion de l'immédiat. Ces éléments - excès, virtuel, courte vue voire aveuglement - constituent une assez bonne définition du monde contemporain dans ce qu'il a d'inquiétant.

François Heisbourg.

Je rejoins ce qu'a dit Thérèse Delpech sur la crise liée au court-termisme et à l'économie virtuelle, une crise du modèle de croissance. A savoir, dans le contexte actuel, le réchauffement climatique, l'incapacité pour la planète à soutenir un mode de croissance, comme celui que les Européens et les américains ont connu pendant une bonne partie du XIXème et du XXème siècles.

Ce modèle de croissance n'est tout simplement pas soutenable. La notion que la Chine ou l'Inde soient aussi motorisées que les Etats-Unis voudrait dire que nous n'aurions plus d'air pour respirer, que l'air serait de toutes façons trop pour pouvoir être supporté, et ainsi de suite.

Quelles peuvent être les conséquences de cette crise pour les Etats-Unis et la Chine ?

François Heisbourg.

Cette crise est liée très directement à la synergie économique, financière et commerciale qui s'était établie entre la Chine et les Etats-Unis au cours des dernières décennies. Ce modèle économique peut se résumer par une formule très simple: la Chine exporte et épargne, les Etats-Unis s'endettent et achètent.

Cette synergie entre les Etats-Unis et la Chine a duré parce qu'elle est apparue comme mutuellement bénéfique pendant très longtemps : croissance chinoise, croissance américaine. Et cette synergie avait un effet stratégique majeur: ni la Chine ni les Etats-Unis n'avaient un intérêt particulier à faire monter les enchères en termes de recours à la force.

Les Etats-Unis pouvaient faire la leçon à la Chine sur les droits de l'homme, sur le Tibet et faire jouer leur garantie de sécurité à l'égard de Taïwan, du Japon, de la Corée du Sud. La Chine pouvait faire valoir ce qu'elle estime être ses droits – à tort – sur Taïwan et ses droits vis-à-vis du Tibet, pouvait estimer ne pas avoir à entendre le message sur les droits de l'homme. Mais ni les Etats-Unis ni la Chine n'avaient un intérêt économique particulier à ce que ces différends stratégiques majeurs, ces différences d'intérêts et de valeurs se traduisent par une vraie confrontation.

Aujourd'hui, ce facteur n'existe plus. Ce modèle, un des moteurs qui a conduit à la crise, est en panne. Alors ce qui va suivre au niveau des relations entre les Etats-Unis et la Chine est une des grandes interrogations pour les années qui viennent.

Thérèse Delpech.

Très franchement, on voit beaucoup mieux dans cette crise la dépendance de la Chine à l'égard des Etats-Unis que l'inverse, en raison du poids des exportations dans la croissance chinoise.

Pékin essaye à présent de relancer le marché intérieur, mais en l'absence d'un système de santé et de retraite convenable, ce ne sera pas facile, surtout dans un pays dont l'épargne de la population est détenue à hauteur de 20% par des banques dont la solvabilité est douteuse !

Socialement, la Chine est-elle plus fragilisée que les autres puissances ?

Thérèse Delpech.

La réponse à cette question a été fournie par les dirigeants chinois eux-mêmes qui considèrent que la crise actuelle, qui a déjà fait 26 millions de chômeurs parmi les seuls migrants des campagnes, est "un test pour la capacité de gouverner du parti". Il y avait déjà, avant la crise, des dizaines de milliers d'incidents sociaux chaque année, auxquels les pays occidentaux prêtaient une attention distraite. Avec la crise, ils se multiplient.

Les autorités chinoises disposent certes de forces anti-émeutes conséquentes, mais des avertissements ont aussi été adressés à l'armée, à qui il a été demandé une "obéissance absolue". C'est à tout le moins un signe de nervosité. Une politique de répression sociale peut aussi bien réussir qu'échouer. Je ne fais pas de pari sur ce point.

En revanche, je ne crois pas au concept de "Chine-Amérique", qu'il est plus juste de décrire comme le font certains de "chimérique" D. La Chine a eu une croissance impressionnante depuis dix ans, elle a une épargne colossale qui lui permet de faire des plans de relance, mais c'est encore une économie en développement qui, par exemple, souffrirait terriblement si elle devait respecter des normes de qualité des produits, des normes de protection sociale élémentaires ou des normes d'environnement ! Peut-on entrer dans le XXIème siècle sans ces normes?

Thérèse Delpech, vous vous érigez donc contre la pensée dominante qui consiste à dire que la Chine va sortir de la crise économique comme étant la grande puissance du XXIème siècle. Quel est votre avis, François Heisbourg?

François Heisbourg.

Je me garde d'émettre toute prévision sur qui va sortir renforcé ou affaibli de la crise entre les deux membres de ce couple étrange qu'ont formé les Etats-Unis et la Chine au plan économique et, d'une certaine façon, au plan stratégique, au cours des quinze ou vingt dernières années. C'est l'une des très grandes inconnues, c'est un des très grands enjeux de cette crise.

Je voudrais d'abord revenir sur deux points. Premier point : cette histoire de "Chine-Amérique". S'il y a eu une Chine-Amérique, c'est ce dont nous sortons, ce n'est pas vers quoi nous entrons.

Deuxième point: il est évident que personne dans le monde n'a intérêt à ce que les relations entre les Etats-Unis et la Chine tournent à la confrontation. La stabilité et la prospérité de l'Asie orientale sont aussi importantes pour l'avenir du monde que ne l'étaient la stabilité et la prospérité de l'Europe pour le monde de la première moitié du XXème siècle. Et quand on n'a eu ni l'un ni l'autre, on a vu ce que ça a donné.

Alors, comment se présentent la Chine et les Etats-Unis par rapport à la crise et quels peuvent en être les conséquences stratégiques ? Je ne dirai pas que la Chine sera forcément une perdante de la crise, ou que la Chine sera forcément gagnante. Je m'inscris contre la vulgate, mais je n'en tire pas la conclusion que la Chine sera forcément perdante. Regardons du côté des Etats-Unis. Ceux-ci vont devoir apprendre à épargner. C'est une leçon de ce qui vient de se passer, et la Chine va devoir apprendre à fonctionner sur la base de la demande intérieure. Revenir au statu quo antérieur, c'est-à-dire à l'économie de l'excès, voudrait dire que nous sommes tous de fieffés masochistes.

En attendant d'apprendre à épargner, les Etats-Unis vont devoir dépenser l'équivalent de 8 à 10 trillions de dollars en mesures anticrise d'ici à 2013, c'est-à-dire 10 points ou plus de PIB par an. Au global, près des deux tiers du PIB américain sur la durée ! Autrement dit, il va falloir financer la dette américaine. Même si les Chinois utilisaient leu argent pour acheter des bons du Trésor américain, il n'y en aurait pas assez. Ce n'est évidemment pas une situation dans laquelle les Etats-Unis se présentent dans un bon rapport de forces.

Puis se pose la grande question politico-sociale : la société chinoise a-t-elle la résilience nécessaire pour que le régime puisse s'autoperpétuer sur la base d'une légitimité qui, selon ses propres dires, repose uniquement sur sa performance ? La vraie question est la capacité de la Chine non démocratique à gérer ses contradictions internes avec, en toile de fond, un fort ralentissement économique.

Les Etats-Unis pourraient-ils, selon vous, maintenir leur leadership mondial après cette crise ?

Thérèse Delpech.

Ce sont eux tout d'abord qui sortiront les premiers de cette crise. Quant à leur maîtrise des espaces communs, et notamment de la mer et de l'espace, elle leur laisse de beaux jours devant eux. Enfin, leur nouveau président a des atouts pour reconstruire l'image des Etats-Unis dans le monde. Ce tableau n'incite pas au pessimisme en ce qui concerne l'Amérique. Plus généralement, souvenez-vous, avant la crise économique, la vulgate était celle du déclin relatif de l'Occident, des miracles asiatiques et des économies émergentes.

Pour les discours sur le déclin de l'Occident, les orfèvres se trouvent depuis les Grecs dans les pays occidentaux eux-mêmes, qui ont une sorte d'obsession de leur propre chute. L'ouvrage du philosophe allemand Oswald Spengler [*paru en 1918*] n'est qu'un avatar tardif - et assez mauvais - de ce thème. Je ne crois pas à ce déclin, même si l'ordre international issu de la seconde guerre mondiale doit être revu, avec l'arrivée sur la scène de nouveaux pays-qui ont d'ailleurs fait leur fortune avec des idées occidentales.

Deuxièmement, les miracles asiatiques, j'ai dit ce que je pensais de la Chine, et j'ajoute qu'il faudrait parfois garder le sens de la mesure pour ce pays qui ne représente pas même 7 % de la richesse mondiale.

Enfin, les économies émergentes. Un des atouts de la crise, sur le plan intellectuel, a été de faire voler en éclats ce concept de BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine), qui réunissait quatre pays très différents. Ceux qui se tirent le mieux d'affaire pour l'instant, ce sont le Brésil et l'Inde, les deux démocraties. La Russie ne produit rien hors énergie et matières premières- pas même du papier, qui vient de Finlande, ou des médicaments, qui viennent d'Europe. Comme du temps de l'URSS, seul le secteur militaire joue un rôle sérieux pour le développement des hautes technologies, avec l'exception aujourd'hui des nanotechnologies. Et pour ce qui est de la puissance, on voit surtout pour l'instant sa capacité de nuisance.

François Heisbourg.

La Russie plonge de la façon la plus évidente. Les prévisions de la Banque Mondiale ont fait passer la croissance russe prévue pour 2009 de +3% en novembre, à -4,5% en mars, c'est-à-dire -7,5% de points de croissance en l'espace de quatre mois. C'est très impressionnant.

La crise est cependant d'origine trop récente pour pouvoir dire qui va s'en sortir le mieux. Je réserve mon jugement. Instinctivement, j'aurais tendance à dire que les démocraties brésilienne et indienne, du fait de leur nature politique, auront peut-être une résilience sociale et politique plus forte que la Chine et la Russie, mais je ne sais pas du tout comment cela va se comparer en termes de performance économique.

Quels sont les perdants évidents de la crise?

François Heisbourg.

Il y a trois types de perdants. La première catégorie, ce sont les petits pays très exposés, souvent situés dans des régions de tension stratégique, et qui ont joué un grand rôle dans l'organisation de la mondialisation : des pays extra-ordinairement divers, comme Singapour, Taïwan, Dubaï, l'Irlande, l'Islande ou les petits pays de la nouvelle Europe...

La deuxième catégorie, ce sont les grands monoproduleurs peuplés : Russie, Iran, Venezuela. Nous savons d'expérience que, dans ce genre de situation, on peut être amené soit au compromis, soit à la radicalisation.

Dans le cas de l'Iran, je ne sais absolument pas où ira se caler le curseur. En ce qui concerne la Russie, les chances sont relativement bonnes que le grand dialogue stratégique avec les Etats-Unis puisse démarrer cette année. Je pense que Barack Obama a raison de vouloir tout faire pour amener la Russie à pencher du côté de la coopération plutôt que du côté de la radicalisation.

La troisième grande catégorie de perdants, ce sont les grands pays très peuplés qui étaient déjà très vulnérables avant : l'Egypte, avec une crise de succession larvée, ou l'Algérie, qui avait l'argent du pétrole mais n'avait pas d'emplois.

La notion de « rupture stratégique » est liée en grande partie aux effets de la mondialisation, fût-elle heureuse. Ces risques de rupture sont magnifiés dans une époque de mondialisation malheureuse.

Thérèse Delpech.

Les gagnants et les perdants ? Tout dépend des critères retenus pour définir de bonnes conditions de redémarrage. A mon avis, les mieux placés seront ceux qui privilégieront la formation, l'innovation, une main-d'oeuvre flexible, la mobilité du capital, une économie diversifiée, et... les pays où la confiance jouera un rôle moteur.

Où se situe un pays comme la Russie dans cette liste ? Très mal sur la diversification, la présence massive de l'Etat dans le secteur industriel en fait une économie peu flexible, et sa démographie déclinante ne porte pas à voir l'avenir avec confiance.

Où se situe la Chine ? Pas très bien non plus : l'innovation y est marginale, la pollution maximale, les désordres sociaux potentiels innombrables et la place de l'Etat excessive.

L'Iran ? L'essentiel se jouera sur le dossier nucléaire ' Téhéran pourrait avoir à choisir entre son avenir et son programme nucléaire, comme le Pakistan entre son avenir et une rupture claire de ses autorités politiques et de ses services secrets avec les islamistes. Sans négliger l'importance des phénomènes économiques, je crois surtout à la politique comme instance décisive des mutations en cours.

François Heisbourg.

Dans le cas de l'Iran, la crise est ce qui donne aux sanctions officielles de l'ONU et aux sanctions financières leur mordant. Je ne sais pas si cela conduira à une radicalisation ou à une issue plus bénigne.

Pour l'Arabie Saoudite, la crise de succession est déjà là.

J'ajouterai l'Irak à la liste des dangers. Les besoins budgétaires de l'Irak sont deux fois supérieurs à ce que sont ses revenus, sur une toile de fond de grande fragilité politique.

La crise économique et financière au Pakistan depuis l'automne est extrêmement grave. Elle a pu être en partie stabilisée grâce aux mesures d'urgence du FMI.

Quel regard portez-vous sur l'administration Obama?

Thérèse Delpech.

Cette nouvelle administration et ce nouveau président bénéficient d'une énorme popularité, dont les Etats-Unis doivent tirer parti. Mais ils sont très occupés par l'économie, et pour la première puissance mondiale - car c'est toujours la place de l'Amérique -, les affaires stratégiques peuvent amener des surprises. Certes, Barack Obama sera sans doute jugé dans quatre ans par les Américains sur la façon dont il aura ou non tiré le pays d'une crise qui a déjà produit le plus fort taux de chômage depuis un quart de siècle, mais les erreurs stratégiques éventuelles seront elles aussi payées très cher.

Par exemple, en dehors de l'Afghanistan, pour lequel les décisions annoncées paraissent raisonnables (à l'exception des milliards à nouveau investis au Pakistan), la première décision du président américain a porté sur de nouvelles négociations avec les Russes. Je n'ai évidemment rien contre le principe de telles négociations, mais il faut reconnaître que c'est un domaine où l'intérêt de Moscou est beaucoup plus clair que celui de Washington. La Russie veut contraindre les développements américains dans tout un ensemble de domaines - offensifs et défensifs -, tandis que l'administration cherche surtout à améliorer « l'atmosphère » avec Moscou, ce qui n'est pas une stratégie.

Or, comme le disait Henry Kissinger, les accords liés au contrôle des armes nucléaires n'ont pas grand-chose à voir avec le contrôle ou avec les armes nucléaires, mais ils ont un rapport étroit avec la stratégie. Les négociateurs russes sont mieux préparés de ce point de vue que leurs homologues américains.

En revanche, sur des questions où les intérêts de Washington - et les nôtres - sont clairs : prévenir l'avènement d'un Iran nucléaire, contrôler les crises au Moyen-Orient, empêcher les Russes de se lancer dans de nouvelles aventures à leur périphérie, on ne voit toujours pas ce que fera Barack Obama. Pas davantage d'ailleurs sur la Corée du Nord.

François Heisbourg.

Obama et son équipe souffrent d'un mal très classique aux Etats-Unis: lorsqu'un problème ne se pose plus dans l'immédiat, on cesse de nourrir l'expertise. C'est ce qui est arrivé pendant les années 1990 sur l'Afghanistan. Il est arrivé la même chose pour les négociations stratégiques avec la Russie.

Mais je ne suis pas sûr que les Américains cesseront de vouloir bouger dans le domaine stratégique, sans pour autant être aventureux en la matière, du fait de la crise. La politique étrangère, en période

de crise, peut-être encore plus qu'en période ordinaire, est toujours un sujet de grande satisfaction pour un président. Dans un système présidentiel à l'américaine, comme dans le système présidentiel à la française.

On n'assiste pas exactement en ce moment à une baisse d'activisme de la part d'Obama et de son équipe par rapport aux grands dossiers de politique étrangère. On n'a pas du tout l'impression d'un président américain qui a l'intention de laisser la crise l'empêcher de retirer les satisfactions que l'on peut avoir quand on a les pouvoirs d'un président américain en politique étrangère et de sécurité. Reste à voir si cette politique sera bonne ou mauvaise.

Thérèse Delpech.

L'essai balistique nord-coréen, quelques heures avant le discours de Barack Obama à Prague sur le désarmement [*dimanche 5 avril*] est un retour du principe de réalité, bien compris comme tel par le président des Etats-Unis. C'est ce principe qui doit guider les bonnes politiques.

Propos recueillis par Alain Frachon et Rémy Ourdan pour « le Monde ».

Thérèse Delpech est directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'Energie Atomique (CEA)

François Heisbourg est directeur de l'International Institute for Strategic Studies (IISS) à Londres